



**Mercredi
27 octobre 2021**

Pour nous suivre :

Site internet :

<https://www.lutte-ouvriere.org/champagne>

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière

20 rue Jules Trefousse
52 000 CHAUMONT

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et
imprimée par des
moyens militants.*

*N'hésitez pas à la
soutenir financièrement.*

n° 35 - imp.spé.LO

Ils nous pompent !

Après des semaines de réflexion et de savants calculs, le gouvernement a tranché pour un chèque inflation de 100 €, destiné à ceux dont les revenus sont inférieurs à 2000 €.

Donner une fois 100 €, alors qu'il nous faut, tous les mois 300, 400, voire 500 € de plus sur la fiche de paye, est une provocation.

Cela fait des années que les salaires sont bloqués à un niveau insuffisant. Des années que le grand patronat masque le problème en faisant miroiter des primes qui vont et viennent. Cela ne peut plus durer.

Mais avec ce chèque, le gouvernement avoue lui-même qu'en-dessous de 2000 €, on ne peut pas s'en sortir. Eh bien, cela signifie qu'il ne faut pas de salaire en dessous de 2000 € !

Pour refuser les augmentations de salaire, le grand patronat met en avant la compétitivité et le fameux « *coût du travail* ».

C'est bien un mensonge de patron : le travail ne lui coûte pas, il lui rapporte gros. Si ce n'était pas le cas, il y a belle lurette que le salariat serait aboli !

Mais si les profits augmentent, il y a de quoi augmenter les salaires ! Le grand patronat ne le fera que contraint et forcé par des travailleurs unis et en lutte derrière cette revendication légitime.

Tous les prix augmentent, aussi bien ceux de l'énergie, que des loyers, des mutuelles ou des produits alimentaires, dont la baguette...

De proche en proche, tous les produits seront touchés et, tous les experts le disent, nous serons confrontés au renchérissement du prix de l'énergie pendant des années. Il ne s'agit donc pas d'une flambée des prix passagère, mais du retour durable de l'inflation.

Pour les patrons, il n'est pas compliqué de répercuter les hausses des matières premières et de leurs charges sur les prix de leurs marchandises et de leurs services puisqu'ils les fixent eux-mêmes.

Les salariés n'ont pas cette facilité : il

faut donc l'indexation automatique des salaires sur l'inflation. Celle-ci doit se faire sur l'augmentation réelle des prix, et pas sur celle calculée officiellement et largement sous-estimée.

Pensez, dans le calcul officiel de l'inflation par l'Insee, le loyer est compté pour 6 % des dépenses d'un foyer. Pour une personne vivant avec 2000 € cela ferait un loyer de... 120 € !

Alors, il faut augmenter les salaires et les pensions de retraite. Il faut un Smic à 2000 €. Et il faut l'indexation des salaires sur l'inflation réelle !

Il est possible d'arracher ces augmentations au patronat à condition de se battre. Il y a des mouvements de mécontentement qui vont du débrayage à la grève complète dans certaines entreprises. Ce sont autant d'exemples à suivre.

Aussi dérisoire qu'il soit, le geste du gouvernement prouve qu'il craint une flambée de colère. Elle est nécessaire et souhaitable et, pour qu'elle change le rapport de force entre les travailleurs et le patronat, elle doit mener à une flambée de grèves dans toutes les entreprises !

Nathalie Arthaud



Fête régionale de Lutte ouvrière à Reims : une réussite !

Nous nous sommes retrouvés à plus de 200. Nathalie Arthaud a fait le déplacement et a pu discuter avec de nombreux participants, de manière informelle mais aussi lors du débat avec toute la salle.



Lors de ce débat, à une question portant sur la nécessité de se renouveler, de trouver de nouvelles idées, Nathalie a répondu qu'elle n'avait rien à inventer de nouveau : ce que nous avons à défendre dans la période est déjà contenu dans les paroles de l'Internationale (l'hymne révolutionnaire des travailleurs) : « Il n'est pas de sauveur suprême / Ni dieu, ni César ni Tribun / Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! ».

Et on pourrait ajouter : « L'État opprime et la loi triche / L'impôt saigne le malheureux / Nul devoir ne s'impose au riche / Le droit du pauvre est un mot creux » !

Ce chant de l'Internationale a été repris en chœur à la fin du discours de Nathalie Arthaud.

Carburants : Total fait le plein

La hausse du prix du carburant s'accélère depuis plusieurs semaines. Au 15 octobre, même les chiffres du ministère de la Transition écologique permettaient de constater une hausse du prix moyen à la pompe de 29 % pour le gazole et de 24 % pour le SP95-E10 sur les douze derniers mois.

Depuis le 3 septembre, la hausse est de 9 % sur le gazole et de 6 % sur le SP95-E10.

Chacun peut voir le compteur monter jour après jour à l'entrée des stations-service.

De nombreux travailleurs sont ainsi pris au piège, sans autre choix que de prendre la voiture pour aller travailler, avec des trajets qui s'allongent au gré des changements d'emploi, ou de l'éloignement des médecins et des services publics.

Embarrassé par le souvenir des gilets jaunes et par le début de la campagne électorale, Macron veut donner l'impression qu'il fait quelque chose... en mettant le moins possible la main au porte-monnaie : d'où le choix d'un chèque-énergie. Il s'agit surtout pour lui de préserver les deniers

publics pour de plus grands desseins, comme le plan d'investissement de 30 milliards d'euros promis récemment au patronat.

Quant aux autres candidats à la présidentielle, de Le Pen à Hidalgo, ils font de l'œil aux électeurs en réclamant ou en promettant une baisse des taxes sur les produits pétroliers.

Celles-ci représentent certes près de 60 % du prix du carburant et sont très inégalitaires, chacun – riche ou pauvre – payant le même montant sur chaque litre de carburant.

Mais aucune de ces machines à promesses électorales n'explique où elles compteraient aller chercher les milliards manquants, pour que ne soit pas repris d'une main ce qui aurait été donné de l'autre.

Les 27 milliards d'euros de la TICPE représentent en effet la quatrième source de financement public : 40 % sont versés aux collectivités locales pour financer, par exemple, le RSA ou l'entretien du réseau routier. Mais pour ces politiciens de la bourgeoisie, pas question de suggérer que la suppression

des taxes sur les carburants soit compensée par une taxe sur les profits des géants de l'énergie.

Il y aurait pourtant de quoi dans leurs coffres-forts ! Cet été, Total se vantait de résultats exceptionnels : 5,5 milliards d'euros de bénéfices rien que sur les six premiers mois de 2021.



Les militants de Lutte ouvrière à Chaumont :

Comme nous le faisons régulièrement, des militants de Lutte ouvrière viendront renforcer notre petite équipe locale pour visiter nos soutiens locaux et vendre notre hebdomadaire au centre-ville. Après être passés à Troyes le 28 octobre, les camarades viendront à Chaumont les vendredi 29 et samedi 30 octobre. Ce sera l'occasion d'apporter la nouvelle brochure de campagne de Nathalie Arthaud.

Une présence sera assurée au centre-ville et dans les quartiers, avec un point fort :

Rendez-vous samedi 30 octobre de 10h à 12h près du marché